

# Evolutions de l'emploi et de l'économie depuis 1975

## Les constats

Après les trente glorieuses, le chômage qui a marqué la fin du siècle précédent est réapparu dans les années 1970. Depuis 1980 le taux de chômage en France n'est jamais descendu en dessous de 7 % de la population active. Les apports théoriques pour en expliquer les raisons sont nombreux et variés. Les politiques de lutte contre le chômage n'ont pas changé structurellement les équilibres de l'emploi durant ces dernières 40 années.

Le chômage est constitué par un stock de demandeurs d'emploi, alimenté par deux flux

- Le flux entrant de ceux qui perdent leur emploi, ou qui rentrent pour la première fois sur le marché du travail (dont le niveau dépend de la démographie, actuellement en France plus 120 000 à 150 000 actifs supplémentaires chaque année.

- Le flux sortant de ceux qui ont trouvé un travail ou partent en retraite. Le recul du départ à la retraite depuis 2006 a été un facteur supplémentaire de déséquilibre.

Si le flux sortant l'emporte sur le rentrant, le chômage augmente et inversement.

Le volume du stock à l'équilibre des deux flux peut correspondre à deux types de situation :

Le chômage *conjoncturel* lié à une période de crise, de récession qu'il faut traiter par une relance de la consommation.

Le chômage *structurel* – c'est la situation française - qui se stabilise à un certain niveau et dépend du délai qui s'écoule entre la perte d'emploi et le retour à l'emploi. Il est lié au mouvement incessant des créations et disparitions d'emploi liées aux évolutions techniques et de la demande sur les Marché. Chaque jour 10 000 emplois disparaissent et 10 000 nouveaux emplois sont créés. Cette *recomposition* est massive et permet de maintenir la croissance d'une certaine richesse (La France a connu l'augmentation la plus forte des salaires depuis 2008 parmi tous les pays de l'OCDE). Mais, si les emplois supplémentaires créés (actuellement plus 20 à 40 000 par an) ne permettent pas d'embaucher tous les nouveaux actifs, cette *recomposition* engendre du chômage, des inégalités et de l'exclusion. Le processus de créations et destructions d'emplois est donc au cœur des grands problèmes économiques et sociaux de notre temps. Il cause un chômage structurel qu'il n'est pas facile de réduire.

Des éléments nouveaux sont apparus, montées de l'économie résidentielle (ex : autoproduction), pratiques sociales (et économiques) du collaboratif, de l'expérimentation, de l'entrepreneuriat, et encore les limites de la diminution du temps de travail (la RTT), leur mode de financement, etc.

## Le développement de l'emploi dépend de multiples facteurs;

- de la croissance qui dépend elle-même de la consommation finale des ménages, des administrations, de l'investissement en capital des entreprises, des administrations des ménages.
- de la compétitivité des entreprises et des administrations...etc.
- des gains de productivité des entreprises par secteur industrie, agriculture, service. Si ces gains de productivité augmentent la compétitivité du secteur et libèrent de la richesse pour les autres secteurs. Si les gains de productivité sont consacrés à l'augmentation des salaires et des dividendes du secteur, ils ne permettent pas d'augmenter globalement l'emploi.
- Le développement du numérique et de la robotisation « destructeur de très nombreux emplois » est annoncé depuis plus de 10 ans. Une récente étude concluait que 47 % des emplois existants allaient disparaître au cours des prochaines années. Cette étude revisitée par l'OCDE concluait sur les mêmes bases que 9% des emplois étaient menacés.

Fantasme ou réalité ? Le niveau de la productivité en France est actuellement élevé dans les services, mais plus faible qu'ailleurs dans le domaine industriel. Ce qui explique en partie le

décrochage français dans ce domaine. Malgré ce mouvement d'automatisation, l'ensemble des pays industriels ont connu une forte baisse des gains de productivité depuis 50 ans. La productivité horaire augmentait de 6,2% dans les années 60, de 2% dans les années 90, de 1,3 % dans les années 2000, de 1% depuis 2010. La baisse de la productivité n'est pas sans lien avec les baisses générales de Croissance. L'automatisation n'assèche pas les besoins en emplois dans la santé, dans l'éducation, dans la culture, dans des systèmes alternatifs de production. C'est davantage la mauvaise allocation des moyens (par le marché ou des politiques publiques) qui constitue l'obstacle le plus important au plein emploi.

- De nouvelles formes de production-consommation apparaissent avec la montée de l'économie résidentielle (ex : autoproduction), les pratiques collaboratives de l'expérimentation, de l'entrepreneuriat.

- Les limites de la diminution du temps de travail (la RTT), négociations et règles, modes de financement par divers systèmes fiscaux ou de « prélèvements »

### **Comment transformer les coûts sociaux globaux du chômage en travail et en revenus mieux partagés ?**

Le RSA et l'ensemble des politiques sociales (pour ceux qui n'ont plus droit au chômage) coûtent globalement près de 25 milliards par an. Les différentes propositions pour garantir un revenu de base plus décent (passer le RSA de 500 euros à 750 Euros) élève ce coût à 45 milliards. Le coût des indemnités de chômage atteint aujourd'hui les 100 milliards d'euros. Le coût global chômage plus revenu de base approche les 150 milliards, ...ce qui représente selon le calcul de Jean Gadrey l'équivalent financier de 3 000 000 d'emploi (50 000 euros de coût salarial moyen). Il est bien évident que ces calculs globaux ne permettent pas de définir un modèle unique qui permettrait de résoudre l'équation emploi-chômage. Elle permet seulement de mesurer les affectations de moyens... et de tenter de définir une politique pour créer des emplois et faire reculer le chômage.

Depuis le RMI mis en place par Michel Rocard, et les multiples politiques d'allègement de charge, il apparaît que le marché seul, ne peut atteindre le plein emploi en garantissant un revenu décent à chacun. Retrouver le plein emploi nécessite dans tous les cas une intervention de l'Etat.

Cette intervention doit permettre

- de lutter contre les inégalités (augmenter les revenus du SMIC ?),
- de favoriser le partage du travail par des compléments de revenu au salaire versé (temps partiel aidé) ou par des diminutions de charges pour les entreprises ... (passage aux 32 heures),

- de rendre toute les personnes employables par la formation tout au long de la vie professionnelle, et par l'accompagnement social.

- de trouver le ou les modèles d'interventions les plus efficaces (partage du temps de travail, revenu de base, revenu universel, impôts négatifs) pour produire le plus de justice au meilleur coût collectif.

- d'être compatible avec le modèle global de protection sociale hérité de la Résistance
- d'être compatible avec notre capacité à une tolérance de la fiscalité et des taux de prélèvements obligatoires élevés. Sachant que la France est en troisième position pour la hauteur des prélèvements obligatoires dans les pays de l'OCDE en 2013 avec un taux de 44,5% quand la moyenne des pays européens plafonne à 40 %.

Le débat est ouvert... et il doit tenir compte de notre capacité à réformer sans provoquer de crises sociales et politiques autant qu'économiques en France et dans le cadre de l'Union Européenne et de l'euro.